



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction interministérielle de l'animation
territoriale**

Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ N° 41-2025-12-19-00001

**portant mise en demeure de la SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE (SCA) AXEREAL de
respecter les dispositions réglementaires applicables à ses installations situées à
Villejoint - 125 avenue de Vendôme, à Blois**

Le préfet de Loir-et-Cher

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 23 juillet 2025 portant nomination de M. Joseph ZIMET en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

Vu le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 94/2495 du 19 décembre 1994 relatif à l'exploitation des installations de stockage de céréales de coopérative Union-Villejoint à Blois ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-276-0009 du 3 octobre 2014 modifiant l'arrêté préfectoral n° 94/2495 du 19 décembre 1994 susvisé et complétant les prescriptions applicables aux installations de stockage de céréales exploitées par la SCA AXEREAL Villejoint, à Blois ;

Vu l'arrêté n° 41-2023-08-21-00023 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 5 février 2010 relatif à la prise d'exploitation du site par l'Union des Coopératives Agricoles AXEREAL ;

Vu les rapports de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées relatifs aux inspections du 30 octobre 2025 des installations exploitées par la société AXEREAL, sis 125 avenue de Vendôme à Blois, transmis à l'exploitant par lettre recommandée avec avis de réception n° 1A 215 737 3535 9 du 13 novembre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 27 novembre 2025 en réponse à la procédure contradictoire susvisée initiée le 13 novembre 2025 ;

Vu le courrier du 17 décembre 2025 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées ;

Considérant que l'inspecteur des installations classées a constaté, lors de sa visite des installations en question le 30 octobre 2025, que certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2014 susvisé et des arrêtés ministériels du 29 mars 2004, du 2 février 1998 et du 11 avril 2017 susvisés n'étaient pas respectées ;

Considérant que la demande du 27 novembre 2025 par laquelle l'exploitant a demandé l'aménagement des délais associés à la mise en œuvre des mesures correctives pour lever les écarts liés au non-respect des dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, d'une part, et des articles 5 et 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, d'autre part, est recevable ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit que « lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions, dans un délai déterminé » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

ARRÊTE

Article 1^{er} : MISE EN DEMEURE

La société AXEREAL dont le siège social est situé 36, rue de la Manufacture à Olivet (45166), est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté pour le site qu'elle exploite à Villejoint 125, avenue de Vendôme à Blois (41000).

Article 2 : DISPOSITIONS

2.1 – Manutention – Détecteurs de dysfonctionnement (Article 3.8 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2014)

Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à éviter tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :

Équipements	Dispositifs de sécurité
Transporteurs à bandes	<ul style="list-style-type: none">– Détecteur de surintensité moteur– Contrôleur de rotation– Contrôleurs de déport de bandes– Bandes non propagatrice de la flamme et antistatique
Transporteur à chaîne	<ul style="list-style-type: none">– Détecteur de surintensité moteur– Détecteurs de bourrage
Élévateurs	<ul style="list-style-type: none">– Contrôleur de rotation– Contrôleurs de déport de sangles– Paliers extérieurs– Sangles non propagatrices de la flamme et antistatique**
Vis	<ul style="list-style-type: none">– Détecteur de surintensité moteur
Appareils Nettoyeur, Séparateur	<ul style="list-style-type: none">– Aspiration des poussières

** En cas de remplacement uniquement

Tous les détecteurs et contrôleurs disposent d'un renvoi en cas de dysfonctionnement avec un arrêt des manutentions en amont.

2.2 – Nettoyage (Article 3.13 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2014)

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée par l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Ces opérations font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage doit faire l'objet de consignes particulières visant à limiter l'envol des poussières.

La quantité de poussières fines déposées sur les sols ne doit pas être supérieure à 50 g/m². Des dispositifs permettant le contrôle de l'empoussièrlement sont mis en place. Des témoins sur le sol (croix peintes...) pourront servir de repère pour évaluer le niveau d'empoussièrlement.

2.3 – Protection des réseaux d'eaux potables (Article 16 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998)

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

2.4 – Désenfumage des bâtiments de stockage de semences conditionnées (Article 5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017)

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 m² de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 m² ni supérieure à 6 m². Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

2.5 – Détection automatique d'incendie des bâtiments de stockage de semences conditionnées (Article 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017)

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Article 3 : DÉLAIS DE MISE EN ŒUVRE

Les dispositions de l'article 2.3 du présent arrêté devront être respectées, au plus tard, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Les dispositions de l'article 2.1 du présent arrêté devront être respectées, au plus tard, dans un délai de six mois à compter de sa notification.

Les dispositions de l'article 2.2 du présent arrêté devront être respectées, au plus tard, dans un délai de trois mois, à compter de sa notification.

Les dispositions des articles 2.4 et 2.5 du présent arrêté devront être respectées, au plus tard, dans un délai de douze mois, à compter de sa notification.

Article 4 : SANCTIONS

Dans l'hypothèse où l'exploitant ne se conformerait pas aux prescriptions visées à l'article 2 du présent arrêté dans les délais fixés à son article 3, les sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement seront appliquées, indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article L. 173-1 de ce même code.

Article 5 : NOTIFICATION - PUBLICATION

Le présent arrêté sera :

- notifié à la société AXEREAL par lettre recommandée avec accusé de réception,
- inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher,
- publié sur le site Internet des services de l'État de Loir-et-Cher pendant au moins 2 mois.

Une copie en sera adressée :

- au maire de Blois,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire.

Article 6 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de Blois et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le 19 DEC. 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Faustin GADEN

Délais et voies de recours en page suivante

Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

— un recours gracieux, adressé au préfet de Loir-et-Cher – 1, place de la République – BP 80101 – 41001 BLOIS cedex ;
— un recours hiérarchique, adressé à Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature ; - Direction Générale de la Prévention des Risques - Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, au tribunal administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr